

---

## cahiers de documentation syndicale - n° 375 - avril 2020

---

édito

### **Sans eux !**

Le temps n'est pas à la polémique nous répètent en boucle Président, Gouvernement et majorité parlementaire, sans doute pour masquer leur incurie dans la préparation et la gestion de la crise sanitaire dramatique que nous traversons.

Faisons donc un pas de côté pour affirmer une certitude : à la sortie de crise, il s'agira de reprendre le cours de nos vies, mais sans eux !

Sans eux, qui ont cassé l'hôpital et les Services publics à coups d'économies budgétaires, de management violent et de rictus méprisants en réponse aux protestations.

Sans eux, qui ont cassé le code du travail, attaqué les droits des chômeurs, réduit les APL, s'approprient à dynamiter nos retraites...

Sans eux, qui sont plus préoccupés de sauver le système financier à coups de milliards et de réunions du G20 que de permettre réellement aux entreprises de protéger la santé ou les revenus de leurs salariés en leur refusant protections ou mise en chômage partiel.

Sans eux, qui profitent de la crise et prennent des ordonnances, avec un opportunisme cynique, pour déréguler (sans limite de temps ?) encore davantage le droit du travail et tenir l'ensemble des instances de dialogue social au besoin sans organisation syndicale !

Sans eux, qui en appellent aux dons pour aider les hôpitaux, alors que leur politique fiscale en faveur des ultra riches devrait a minima leur imposer la honte.

Si Macron, larmoyant, affirme que rien ne sera plus comme avant, nous ne devons compter que sur nous pour que ce soit le cas. Soyons convaincus de la nécessité de se mobiliser massivement, dès la fin de la crise sanitaire, pour parvenir à construire un futur prenant en compte l'urgence sociale et écologique. Nous devons travailler à unir les forces progressistes pour reconstruire un État qui se dote des moyens nécessaires en matière de santé, de prestations sociales, d'éducation, de services publics et qui promeuve des modes de production plus respectueux de l'environnement et des droits des travailleurs. ([lire l'appel « plus jamais ça »](#) signé par la FSU).

L'actualité éducative nationale tant qu'académique se poursuit et force est de constater que la crise sanitaire n'ébranle pas davantage que cela nos autorités.

En effet, Blanquer ne perd pas son objectif de vue : nous soumettre.

Le CTA qui s'est déroulé dans ce contexte, a vu la Rectrice vouloir supprimer des postes, comme si de rien n'était.

Le CHSCTA, dont le gouvernement prévoit la disparition, s'est-il réuni en pure forme alors que son utilité est dramatiquement réaffirmée par la situation ? ([lire le compte rendu](#)).

# L'OBSESSION BLANQUER : NOUS SOUMETTRE !

## Le métier d'après, Blanquer y pense.

L'absence d'anticipation des mesures de confinement a contraint chaque professeur à un travail en urgence pour la mise en place de la « continuité pédagogique ». Nous ne reviendrons sur cette terminologie, dont on sait qu'elle vise à essayer de camoufler à l'opinion l'exacerbation des inégalités qu'engendre la situation : inégalités d'équipement, d'accès aux réseaux de communication, d'accompagnement familial, de conditions de vie, de motivation... que l'école n'a jamais pu régler seule et que le travail acharné des professeurs aujourd'hui, ne peut, bien évidemment et malheureusement, effacer.

En urgence les enseignants ont déployé, au prix d'une charge de travail souvent déraisonnable, en un week-end et les semaines qui ont suivi, les moyens de maintenir le lien avec leurs élèves afin de poursuivre au mieux les apprentissages. Dans le même temps, Blanquer maniait les injonctions à se rendre dans les établissements, relayé par de trop nombreux chefs d'établissement tout aussi irresponsables. La Rectrice nous rappelait même que nous devons être au travail, en caractère gras. Il faut croire que pour tout ce monde, un professeur qui n'est pas devant élèves ne travaille pas, illustration parfaite de la méconnaissance de notre métier, y compris « en temps de paix ». La section académique du SNES-FSU [a réagi immédiatement](#) à ces injonctions délirantes, ce qui a contraint la Rectrice à réagir dans un sens conforme à la préservation de la santé de toutes et tous.

Blanquer n'a, quant à lui, jamais renoncé à son objectif de soumettre le métier d'enseignant à ses volontés comme en témoignent les injonctions contenues dans le vade-mecum de la DEGESCO du 20 mars. Nous devons être attentifs et nous méfier de ce qu'il pourrait advenir après le confinement. Prenons garde à ce que nos pratiques actuelles ne nous soient pas imposées comme norme nouvelle.

En effet :

- Nos cahiers de texte sur Pronote (ou autre) n'ont jamais été aussi scrutés par les chefs d'établissement qu'aujourd'hui, certains se permettant même de lire les conversations privés entre enseignants. Cela a pu conduire à certaines interventions de leur part dans nos pratiques, même si aujourd'hui elles visent souvent à réguler la charge de travail qui pèse sur les élèves, mais cela est-il souhaitable dans la durée ? Blanquer le souhaite à l'évidence, le SNPDEN-UNSA, promoteur du chef d'établissement 1<sup>er</sup> pédagogue, aussi.

- On voit poindre ici ou là, au détour des injonctions de la DEGESCO, la volonté de faire du professeur principal un régulateur des pratiques de ses collègues, projet avorté à l'automne, suite à la pression du SNES-FSU, de la redéfinition en ce sens des missions du professeur principal. Blanquer passe par la fenêtre, là où il n'a pu

enfoncer la porte, le laisserons-nous faire à cet instant et durablement ?

- Le vade-mecum de la DEGESCO préconise l'appel systématique des familles, toutes les semaines, par le professeur principal ou mieux par un professeur référent d'un groupe d'élèves, modalité imposée sans concertation dans un lycée de l'académie. Outre la pertinence de la mesure qui reste à interroger, cette dernière modalité (professeur référent) ressemble à s'y méprendre à la volonté de mettre en place un professeur référent de cycle terminal au lycée afin de pallier la disparition du groupe classe. Blanquer a de la suite dans les idées.

- Les professeurs font la démonstration, par une auto-formation accélérée sur le tas, de leur capacité à mettre en ligne très rapidement de nombreux contenus, aux supports variés pour tenter de maintenir la continuité des apprentissages avec la majorité de leurs élèves. Et cela y compris lorsque parents, ou malades, eux-mêmes, leurs conditions de travail à domicile ne sont pas bonnes. La tentation sera grande, n'en doutons pas, de nous demander en cas d'absence pour stage, pour garde d'enfant malade, pour maladie... de mettre alors des contenus en ligne pour pallier l'absence de professeur remplaçant (les absences de moins de 15 jours ne sont plus remplacées, rappelons-le, faute de TZR). Soyons sûrs que Blanquer y pense et avec lui de nombreux chefs d'établissement. Assurons-nous collectivement que ce type de demande ne puisse voir le jour en s'appuyant sur la situation de crise extraordinaire que nous traversons.

- Enfin, le droit à la déconnexion doit s'appliquer dans la période et nous ne pouvons que vous conseiller de fixer des limites aux heures auxquelles vous répondez aux sollicitations des élèves, des familles, de l'institution. Dans la période évidemment, mais il faudra les restreindre ensuite pour ne pas laisser s'installer la sollicitation permanente à laquelle nous sommes soumis-e-s : le temps de classe devra redevenir le temps d'échange privilégié entre élèves et professeurs. Pas sûr que Blanquer soit sur cette ligne quand il ne cesse de répéter à longueur d'antenne que la période est l'occasion privilégiée de transformer le lien entre enseignants, familles et élèves.

Nous savons que Blanquer privilégie toute occasion pour transformer nos métiers. La réforme des retraites, pour l'instant suspendue mais probablement pas enterrée, lui permettait d'avancer une pseudo-revalorisation en échange de contreparties inacceptables.

Au sortir de la crise, la revalorisation de nos métiers n'en restera pas moins indispensable, et le SNES-FSU n'entend pas renoncer à cette revendication, mais il s'opposera à toute redéfinition du métier à la sauce Blanquer.

## **CTA du 25 mars : rectorat aux fraises, la FSU au front**

Reporté à de nombreuses reprises le CTA traitant des créations et suppressions de postes s'est finalement tenu par visioconférence le mercredi 25 mars au matin. Il a été précédé d'un groupe de travail, dans les mêmes conditions, le jeudi 19 mars. [Voir la déclaration de la FSU.](#)

Force est de constater que le confinement impacte très fortement les capacités de l'administration à anticiper les conséquences de ses décisions.

Très peu de réponses ont été apportées quant à savoir comment pourraient être pourvus les besoins générés par les suppressions de postes, ce qui est inquiétant pour la rentrée et les conditions de travail des collègues TZR ou en poste soumis à compléments de services. Des réponses très parcellaires ont été apportées quant aux possibilités de réaffectations pour les collègues menacés d'une mesure de carte scolaire, ce qui n'est pas acceptable. Quant à la nécessaire stabilité des équipes, elle ne semble plus être un objectif à prendre en compte par la rectrice. Pour tout dire, nous avons senti une administration extrêmement flottante, naviguant à vue, avec pour conséquence très peu d'écoute sur la réalité des situations. Dans ce contexte de nombreuses mesures nous semblent irresponsables, c'est pourquoi la FSU demande un moratoire sur toutes les opérations de carte scolaire.

Seuls deux postes ont pour l'instant été sauvés de la suppression suite aux interventions du SNES-FSU, un poste en espagnol au collège Blum de Limoges, et un poste de mathématiques au lycée de Saint Yrieix, évitant ainsi une mesure de carte scolaire au collègue. Un nouveau CTA est convoqué le 3 avril où le SNES-FSU continuera de défendre les postes menacés. Nous en sommes en l'état à 36 suppressions en collèges et lycées dont 17 mesures de carte scolaire et 32 créations (8 créations et 8 suppressions en LP).

La rectrice poursuit sa politique de suppression des agents de laboratoire en collège, 5 établissements sont cette année visés. Nous sommes loin du discours sur la montée en compétence de ces collègues dont les postes servent de variable d'ajustement budgétaire. C'est inacceptable et contribue très largement à la mise en difficulté des collègues de disciplines expérimentales en collège. Cette question sera aussi à nouveau l'ordre du jour du prochain CTA.

Deux postes administratifs sont supprimés au rectorat au profit du rectorat de Bordeaux, ce qui augure mal de la nouvelle organisation inter-académique en Nouvelle Aquitaine.

Une CHAM est ouverte au collège d'Aubusson, une CHAP au collège Calmette de Limoges ainsi qu'une mention complémentaire au lycée Bourdan de Guéret. Comme lors tout enrichissement de l'offre de formation, auquel le SNES-FSU est favorable, le rectorat ne finance aucune heure supplémentaire dédiée, ce qui n'est pas acceptable, c'est pourquoi nous nous sommes abstenus lors du vote sur ces créations. Annonce surprenante aussi de la rectrice sur la spécialité anglais monde contemporain en lycée, qui ne serait plus une spécialité mais une option de la spécialité actuelle... Rien n'est encore discuté avec les établissements pour une rentrée qui approche pourtant à grand pas. Aurons-nous assisté à une nouvelle opération de communication de Blanquer qui avait pourtant annoncé clairement une nouvelle spécialité à part entière.

A noter, avec satisfaction, la création de deux demi-postes de directeur de SEGPA à Chatelus Malvaleix et Bourgneuf.

Au cours de ce CTA, le SNES-FSU a obtenu la prolongation de la période de formulation des vœux intra jusqu'au 10 avril, ce à quoi l'administration se refusait jusqu'alors au mépris de l'incertitude que créait la non publication des postes au mouvement du fait des reports multiples du CTA. Une procédure informatique serait en cours de développement pour permettre le retour des confirmations de demandes et pièces justificatives, à suivre.

La FSU a obtenu à sa demande, un engagement de la part de la rectrice, à la suite de celui du Secrétaire général en groupe de travail, d'une particulière vigilance sur la prolongation des contrats des contractuels, AED, AESH qui seront donc prolongés s'ils devaient se terminer pendant la période de confinement. N'hésitez pas à nous contacter en cas de problème.

Les autres organisations syndicales ont été comme absentes de ces réunions, plus encore qu'en temps normal, aux fraises peut-être ; elles ne sont en effet intervenues sur aucune ou presque des situations, si ce n'est opportunément à la suite des interventions du SNES-FSU, du SNEP-FSU ou du SNUEP-FSU, qui eux sont intervenus sur tous les cas grâce aux remontées très précises des s1 des établissements, que nous remercions encore une fois pour leur engagement.

À noter l'opportunisme hallucinant et sans honte de l'UNSA qui s'est découverte dans sa déclaration opposée à la réforme des retraites (12), porteuse de l'intérêt des contractuels ou des professeurs de technologie dont elle n'a pourtant rien dit en groupe de travail ou CTA. Il n'y a pas, en ce moment terrible comme en temps ordinaire, que le gouvernement qui fait œuvre d'une communication déconnectée de ses actes...

## Rentrée 2020 - Créations et suppressions de postes

Corrèze		
Établissement	Création	Suppression
Clg Cabanis Brive		Sciences Physiques (MCS)
Clg D'Arsonval Brive		Technologie
Clg J Moulin Brive	Mathématiques	
Clg Egletons		Mathématiques, EPS
Clg Meyssac		Technologie
Clg Clémenceau Tulle		Anglais
Lyc D'Arsonval Brive	Lettres classiques, SVT	Mathématiques (MCS), Lettres modernes
Lyc Cabanis Brive		SII Ingénierie Mécanique (MCS), Lettres modernes, SII Ingénierie électrique, Physique app
Lyc Egletons	SES	Economie gestion finance
Lyc E. Perrier Tulle	Anglais, Economie gestion marketing	
Lyc Ussel		Mathématiques (MCS)
Creuse		
Clg Felletin	Sciences Physiques (CS LMB)	
Clg La Souterraine		Histoire géo (MCS), Mathématiques (MCS)
Clg Parsac	Allemand (CS Chatelus)	
Lyc La Souterraine	Arts appliqués	
Lyc Bourdan Guéret	Histoire géographie	
Lyc Felletin		SII Ingénierie construction, Arts appliqués
Haute-Vienne		
Clg Bellac		Mathématiques, Lettres modernes
Clg Couzeix	Histoire géographie, SVT	
Clg Isle	Lettres modernes	
Clg Eymoutiers		Technologie (MCS)
Clg Chateaufort		Arts plastiques
Clg St Sulpice les feuilles	Lettres modernes (CS Chateauponsac), Anglais( CS Chateauponsac)	
Clg Chateauponsac	Education musicale (CS St Sulpice les feuilles)	
Clg St Sulpice laurière	Arts plastiques (CS Bessines)	
Clg St Yrieix		Histoire géographie (MCS)
Clg Calmette Limoges		Histoire géographie
Clg Renoir Limoges	Sciences physiques (CS clg Maupassant)	
Clg Limosin Limoges	Lettres modernes	Technologie (MCS)
Lyc Bellac		Espagnol (MCS), SES
Lyc St Yrieix		Lettres modernes (MCS)
Lyc Renoir Limoges	Economie gestion commerce, Economie gestion marketing, Histoire géographie, EPS	Economie gestion finance
Lyc Valadon Limoges	Economie gestion commerce	Philosophie (MCS), SES (MCS)
Lyc Gay-Lussac	Philosophie, Histoire géographie, SVT	
Lyc Turgot Limoges		SII Ingénierie électrique x2 (MCS x2)
Lyc Dautry Limoges	Histoire géographie, SVT	
Lyc Limosin Limoges		Mathématiques x2 (MCS x2)